

Le Magazine de

TARBIYYA TATALI

Numéro 16
13 mai 2022

Auto-développement du peuple nigérien

13 mai, Journée de la femme nigérienne



Akwai Magana ! On va en parler

Le 13 Mai est la journée de la femme nigérienne. Depuis sa création, Tarbiyya Tatali s'est mobilisé pour encourager les femmes du Niger à s'exprimer, à exercer des responsabilités, à s'instruire et se former pour améliorer leur indépendance économique, à protéger leur santé et celle de leurs enfants. Ces changements profonds ne peuvent s'effectuer sans dialogues : dialogue des femmes avec leurs amies, dialogue des femmes avec des hommes qui sont leurs alliés, dialogue des hommes entre eux, les alliés des femmes servant à convaincre leurs amis moins avancés. Fines mouches, les nigériennes préfèrent éviter un affrontement direct avec leurs maris ou leurs pères et utilisent des voies indirectes pour parvenir à leur fin. Ce sont ces mécanismes subtils de la culture nigérienne, loin des clichés trop souvent répandus sur le sous-développement, qui sont illustrés par nos quatre sketches filmés « Akwai magana ! On va en parler ». Car si le pouvoir reste essentiellement masculin, la solidarité des femmes, leur intelligence et leur courage renforcent le nécessaire changement. Merci à Alichina Allakaye, Bawa Kadade, Arice Siapi et leurs équipes d'avoir mis leur talent en matière de création théâtrale et cinématographique au service des messages de notre projet pour la Planification Familiale dans le département de Dogondoutchi, en restant toujours proches des réalités locales. Les informations sur cette belle aventure sont développées dans notre *Focus*.

Après les *Nouvelles des Associations* du collectif Tarbiyya Tatali, les *Nouvelles du Niger* traitent d'un outil de comparaison internationale concernant les inégalités femmes-hommes développé par les Nations Unies, l'indice d'inégalité de sexe, et examinent le rang du Niger pour cet indice. Le point faible le plus criant du Niger est le taux de fécondité des adolescentes, où il détient un triste record du monde. La lutte contre les mariages précoces par le maintien des filles à l'école est une de nos actions phares et nous y consacrons *l'Essentiel* : les actions sont variées et vont de la sensibilisation à l'amélioration des conditions matérielles (présence de latrines dans les collèges), de la formation de mères éducatrices à la fourniture de kits permettant l'hygiène menstruelle. La rubrique *Vie Quotidienne* s'intéresse à la véritable institution qu'est la tontine très pratiquée par les femmes dans les villages nigériens et présente dans notre sketch filmé « Adashe/Tontine ». Arice Siapi a participé activement à deux projets menés par Tarbiyya Tatali, le projet Muryar Mata (cf Magazine n°14) et le projet « Akwai magana ! On va en parler ! » (voir notre *Focus*). La parution de notre magazine du 13 mai, nous donne l'occasion de la connaître davantage dans la rubrique *Portrait*.

Pour en savoir plus sur nos actions, voir :
www.tarbiyya-tatali.org

retrouvez-nous sur



Réseau d'Actions Éducatives pour un Développement Durable

Le RAEDD poursuit son soutien aux efforts du peuple nigérien engagé dans son auto-développement, en mobilisant la solidarité nationale et internationale, avec des actions très diversifiées.

À Dankassari, la salle de réunion de la Mairie a servi de cadre à la formation sur le Système d'Information Géographique des cadres du RAEDD, des agents communaux, des élus locaux et des cadres du RAIL (Réseau d'Appui aux Initiatives Locales). La formation, animée par deux enseignants-chercheurs membres du RAEDD, a été très appréciée par les participants qui ont suivi avec assiduité et passion les exposés et pu mettre en pratique les nouvelles connaissances. Les participants ont recommandé un complément de formation dans un an et la formation d'autres acteurs de développement du département de Dogondoutchi. Les installations en énergie solaire se poursuivent dans les structures sanitaires, avec une deuxième ligne de recharge de cellulaire. Pour contribuer à la lutte contre

la pauvreté en plus du micro-crédit et du maraichage, 70 « kits » de deux chèvres et un bouc ont été mis à la disposition des femmes. Au bout de 18 mois chaque femme va restituer à la mairie un kit afin de le donner à d'autres femmes. C'est ainsi que l'action sera pérennisée. Le RAEDD a recruté un agent qui sera basé à la mairie afin de représenter l'ONG lors des rencontres (conseil communal, fora et réunions) et de suivre de près les actions de développement mises en œuvre.

À Niamey, la classe Mahamadou Saidou compte cette année 24 élèves dont 15 garçons et 9 filles. Tous sont animés par le désir d'apprendre à lire, à calculer et de se cultiver. Depuis le 3 avril un déjeuner est offert aux apprenants, ce qui leur permet de rester sur place et suivre les cours des après-midi. L'orphelinat de Saga a reçu un don en vivres. Un avis de recrutement est aussi lancé pour le poste de secrétaire permanent pour le bureau de Niamey.

Association d'Échanges Culturels Ile-et-Vilaine Niger

Lors de la visite de Mamane Chadaou en novembre 2021, deux problèmes ont été identifiés, à savoir la grave crise alimentaire qui touche le Niger, et les résultats catastrophiques au BEPC en 2021. C'est pourquoi l'AECIN a choisi d'apporter une aide sur ses fonds propres :

- 40 sacs de céréales ont été achetés à destination de 4 banques céréalières, à savoir Gaouna, Guézangna, Doumé et Baringo.
- des manuels et des annales en français et en mathématiques ont été distribués pour aider les élèves de 3ème de deux collèges expérimentaux identifiés par le RAEDD : Goubey et Bagagi.

Dans le cadre de son soutien au fonctionnement de la classe espoir du quartier Tallagué de Niamey, l'AECIN a financé l'installation d'une station de

recharge pour 40 lampes solaires permettant aux écoliers de travailler chez eux le soir, grâce à un financement collaboratif complété par les fonds propres de l'AECIN.

Deux nouvelles demandes de subvention ont été déposées :

- à la ville de Rennes pour l'achat de manuels et d'annales en Mathématiques, Français et Physique-chimie pour les élèves de 3ème des 2 collèges expérimentaux plus celui de Togone,
- au Conseil Départemental d'Ile-et-Vilaine pour les « Droits et santé des filles » prévoyant la formation de mères éducatrices dans les collèges, relais d'information auprès des filles, confrontées à cet âge à des problèmes de santé sexuelle et d'hygiène menstruelle.

Association d'Échanges Solidaires Cesson-Dankassari

Alertée par Mamane Chadaou sur la grave crise alimentaire qui frappe durement le Niger, et en particulier les villages de Dankassari, l'AESCD a lancé une campagne de financement participatif pour mettre en place trois banques céréalières dans des villages choisis par le Maire de la commune rurale. Le succès a été partiel, puisque les sommes rassemblées permettront finalement la création de deux banques céréalières, à Angoual Kassa et à Lillato.

Un financement a été obtenu de la Fondation Lama et du Syndicat Départemental de l'Énergie 35 pour une action pilote d'équipement d'un village en lampes solaires à Rouda Goumandey.

Les projets de l'AESCD pour l'assainissement, l'accès à l'eau, l'énergie solaire dans les cases de santé,

l'autonomisation économique des femmes et la protection de l'environnement sont en cours d'exécution. Une nouvelle demande a été déposée au Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères par la Ville de Cesson-Sévigné pour le développement durable de Dankassari. Elle comporte une continuation de la série de sketches filmés « Akwai Magana ! On va en parler » avec les mêmes équipes et sur des thématiques telles que l'hygiène menstruelle, les grossesses hors mariage et les violences faites aux femmes et aux filles. Une étude de la situation des naissances précoces dans la commune rurale de Dankassari, qu'il conviendra de mener en synergie avec l'Observatoire de la Population, récemment créé par l'état nigérien, est également prévue.

Reprise des voyages entre le Niger et la France

Après près de deux ans d'interruption due à la pandémie, les voyages des membres de Tarbiyya Tatali entre la France et le Niger ont repris.

La mission de Mamane Chadaou fin novembre 2021 a permis sa participation aux bureaux et CA de l'AECIN et de l'AESCD et des échanges constructifs avec la Ville de Cesson-Sévigné, la Collectivité Eau du



Mamane Chadaou avec une classe visitant une exposition du Festival des Solidarités à Cesson-Sévigné

Bassin Rennais, Rennes Métropole, la Région Bretagne et le Syndicat Départemental de l'Énergie 35.

Le séjour à Niamey de Michel Coste et Marie-Françoise Roy représentant l'AECIN et l'AESCD à Niamey fin janvier a notamment renforcé les liens avec la nouvelle équipe municipale de Dankassari, et amélioré les méthodes de travail avec le RAEDD.



Michel Coste et Marie-Françoise Roy au RAEDD

Nouvelles du Niger

Les inégalités femmes-hommes

L'inégalité entre les sexes demeure un obstacle majeur au développement humain. Le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) a introduit l'indice d'inégalité de sexe (GII) dans le Rapport sur le développement humain de 2010. Le nouvel indice est une mesure composite qui mesure l'inégalité entre les sexes en utilisant trois dimensions : la santé reproductive (taux de mortalité maternelle, taux de fécondité des adolescentes) l'autonomisation (part des sièges parlementaires, proportion de femmes accédant à l'enseignement secondaire) et la participation au marché du travail. Aucun des indicateurs n'est directement lié au développement économique du pays, de sorte qu'un pays moins développé puisse avoir un bon classement si l'inégalité entre les sexes y est faible.

Le classement du Niger

Le classement GII concernait en 2019 162 pays, et le rang du Niger est 154. Les pays moins bien classés que le Niger sont surtout en Afrique avec le Liberia, le Mali, la République Centrafricaine, le Sierra Leone, et le Tchad, mais il y a aussi l'Afghanistan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Yémen.

En matière de santé reproductive, le rang du Niger

est 149 pour sa mortalité infantile, et les pays qui font pire sont l'Afghanistan et de nombreux pays d'Afrique : la Tanzanie, le Cameroun, le Lesotho, le Burundi, le Mali, la Gambie, la Côte d'Ivoire, le Liberia, la Mauritanie, la République Centrafricaine, le Sierra Leone, et le Tchad. Quant au nombre de naissances précoces, le Niger est dernier de la liste avec un record de près de 190 naissances précoces pour 1000 femmes entre 15 et 19 ans.

En matière d'autonomisation, avec 17 % de femmes au Parlement, le Niger est au-dessus de la moyenne mondiale de 16 % et se situe au 50^{ème} rang. Concernant la proportion de la population ayant eu accès à l'éducation secondaire, le Niger est avant-dernier pour les femmes (4,7%), devant le Tchad et dernier pour les hommes (9 %). Toutefois, avec 34 % de filles, la proportion de filles dans la population ayant accès à l'enseignement secondaire est meilleure que celle du Tchad, de l'Afghanistan, du Sénégal, de la République Centrafricaine, du Mali, du Liberia, et du Burkina Faso.

En matière de participation des femmes à la force de travail, le taux est de 60 % et place le Niger au 49^{ème} rang. Les femmes représentent 42 % de la population active, ce qui met le Niger à la 88^{ème} place.

Tontine

Le système bancaire n'est pas accessible par toutes et tous dans le monde. Certains pays en développement sont toujours dépendants des circuits financiers informels. En Afrique en général et au Niger en particulier, les tontines restent très populaires, notamment chez les femmes.

Qu'est ce qu'une tontine ?

Une tontine est une association regroupant des membres d'une famille, des voisins ou des collègues, qui décident de mettre en commun des biens au bénéfice de tout un chacun, et cela à tour de rôle. Le mot tontine est dérivé du nom du financier napolitain Leonardo Tonti (1630-1695) qui en 1653 proposa à Mazarin cette forme d'association.

Tontines en Afrique

Aujourd'hui pratique incontournable, elles y sont relativement récentes. Les premiers écrits faisant mention de tontines en Afrique remontent à 1952. L'« esusu », nom de la tontine au Nigeria, aurait cependant existé depuis le milieu du 19^{ème} siècle.

La tontine est pratiquée par presque toute la population de nos jours, notamment les femmes. L'absence d'accès au système bancaire rend indispensable le système tontinier. Chaque personne peut à son tour bénéficier de la tontine, à condition de continuer à contribuer.

Rôle des tontines féminines

Le lien social lié aux tontines est très important, les participantes étant des amies et des voisines. Les réunions régulières, toutes les semaines ou tous les mois sont des moments d'échanges et de discussion, en plus du paiement des cotisations. Ces cotisations périodiques peuvent être attribuées à celle qui en a le plus besoin, par tirage au sort ou dans un ordre préétabli.

La tontine agit comme une incitation au travail et à l'épargne, puisque les participantes se doivent de cotiser régulièrement. Refuser de contribuer régulière-



Une scène du film « Adashe / Tontine »

ment c'est risquer de se faire exclure de son cercle d'amies. La tontine privilégie le groupe et peut guider les comportements individuels. Elle est souvent utilisée comme une caisse de prévoyance, à laquelle chacune des membres adhère en prévision de risques qui peuvent survenir (maladie, décès) ou d'événements familiaux (naissances, mariages). La tontine joue donc un rôle de couverture sociale.

En pratique au Niger

Les montants sont souvent faibles : par exemple dans les villages du département de Dogondoutchi une dizaine de femmes d'un village se réunissent toutes les semaines et contribuent pour 500 CFA (0,80 euros) à la tontine et bénéficient chacune à leur tour de 5 000 CFA (8 euros) par semaine.

Les montants peuvent être beaucoup plus élevés, par exemple 200 000 CFA (300 €) par mois dans le cas de douze universitaires cherchant à faire construire, et qui bénéficieront tous les ans de 2 400 000 CFA (3600 €) pour construire progressivement leur maison par tranche.

L'essentiel

Droits et santé des jeunes filles

Depuis son origine, le collectif Tarbiyya Tatali a affirmé sa conviction de l'importance de la place des femmes dans la société nigérienne et de leur rôle dans son développement économique et social.

Cette conquête se prépare dès le plus jeune âge, et commence sur les bancs de l'école. C'est pourquoi le maintien des filles à l'école et la réussite de leurs études est le préalable indispensable, mais qui se heurte encore aujourd'hui à des traditions instituant le mariage des toutes jeunes filles comme une destinée normale et un bienfait pour leur famille. Le Niger reste le pays ayant le taux le plus élevé de mariages forcés et précoces au monde : un quart des filles sont mariées avant l'âge de 15 ans, trois quarts avant l'âge de 18 ans.

L'État nigérien intervient activement pour améliorer la situation.

Le Code Civil fixe l'âge légal du mariage à 21 ans pour les garçons et les filles, toutefois avec le consentement de leurs parents les filles peuvent se marier à 15 ans (18 ans pour les garçons).

Face à une natalité galopante et au risque d'appauvrissement croissant de la population, le pays mise sur le maintien des filles à l'école. Depuis 2017, une circulaire rend la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans. L'objectif est de renforcer la scolarisation des filles mais également de lutter contre les mariages et les grossesses précoces. Afin de soutenir la scolarisation des filles et de lutter contre les discriminations, l'État

nigérien a mis en place le projet d'appui à la Scolarisation des Filles (SCOFI) concrétisé par l'affectation de personnels chargés de la promotion de la scolarisation des filles aux niveaux primaire et secondaire. Ce sont les déléguées SCOFI.

Pour Tarbiyya Tatali, les filles doivent être l'objet de toutes les attentions : sensibilisation à la poursuite des études et à leur réussite, informations sur les méfaits des mariages et grossesses précoces, éducation à la santé et à la vie sexuelle, éducation aux droits des enfants, conditions d'accueil dans les écoles et collèges afin de favoriser leur bien-être.

Encourager le maintien des filles à l'école

La circulaire sur la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans est loin d'être appliquée en pratique. Dans le département de Dogondoutchi, la déperdition scolaire touche principalement les filles. Elle découle souvent des violences dont sont victimes les filles. Ainsi, sur les 25 % des filles qui fréquentent le primaire, elles ne sont plus que 8% à poursuivre en secondaire. Elles représentent 38 % des effectifs au collège. Les filles quittent l'école avant d'avoir fini leur cursus. Les raisons sont multiples et concernent aussi bien le mariage précoce, les grossesses précoces non désirées, l'éloignement géographique, la pauvreté et les insuffisances du système scolaire. L'insuffisance de communication et les pratiques traditionnelles néfastes font que les filles abandonnent très précocement l'école.

Les actions de la SCOFI auprès des jeunes et de leurs familles

Tarbiyya Tatali soutient les missions de sensibilisation de la déléguée SCOFI de l'inspection secondaire du département de Dogondoutchi sur la scolarisation et le maintien des enfants à l'école en général et des filles en particulier, réalisées dans les collèges ruraux des six communes du département de Dogondoutchi. Dans chaque collège elle intervient deux fois : la première fois pour organiser des séances de discussion sur l'intérêt de poursuivre sa scolarité et sur les méfaits des mariages précoces, et la deuxième fois pour la projection-débat du film « Un trio de filles à Dankassari », suivie de la distribution commentée des brochures « Ma santé, mes droits d'adolescent(e), ce que je dois savoir ».

Cette brochure « Ma santé et mes droits d'adolescent » diffusée dans les collèges et placée dans les bibliothèques sert aux élèves pour comprendre :

- Le développement du corps humain, de l'enfance à l'âge adulte
- Comment préserver la santé par la pratique d'une bonne hygiène
- Les relations sociales et amoureuses
- La transmission de la vie, de la grossesse à la naissance
- La planification familiale, l'espacement des naissances et les grossesses non désirées
- Les mariages et les droits des enfants.

Ce dernier chapitre illustre deux articles essentiels de la Constitution du 09 Août 1999 :

- l'article 11 qui stipule que : « Chacun a droit à la vie, à la santé, à la liberté, à la sécurité, à l'intégrité physique et mentale, à l'éducation et à l'instruction dans les conditions définies par la loi ».



Réseau d'Actions Éducatives pour un Développement Durable
TARBIYYA TATALI - ONG RAEDD
 BP 2554 Niamey – BP 04 Dogondoutchi
<http://www.tarbiyya-tatali.org>
raedd@tarbiyya-tatali.org

Ma santé et mes droits d'adolescent(e) Ce que je dois savoir



Couverture de la brochure

- l'article 19 qui dispose que « les parents ont le droit et le devoir d'élever et d'éduquer leurs enfants et qu'ils sont soutenus dans cette tâche par l'État et les collectivités publiques »

Et Tarbiyya Tatali dispose d'un nouveau support : maintenant que les quatre sketches filmés « Akwai Magana ! On va en parler ! » sur la planification familiale sont disponibles, ils seront également projetés.

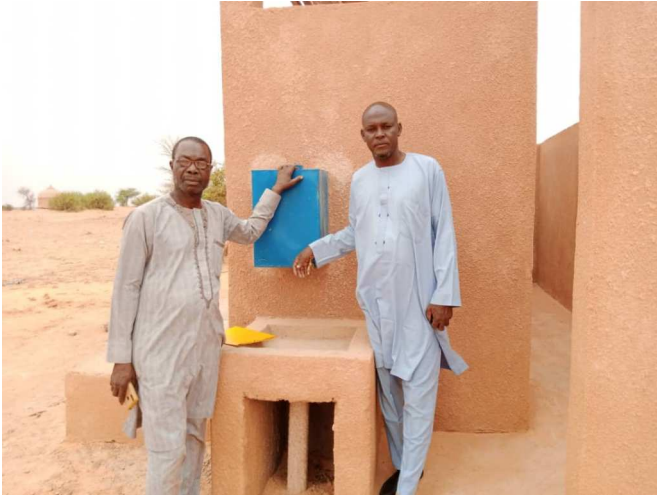
Participer aux conditions d'accueil favorables aux filles dans les collèges

La construction de latrines

La présence de latrines séparées pour les filles dans les écoles et collèges améliore la sécurité de leur accueil, leur confort en termes d'hygiène et par conséquent favorise leur poursuite d'études.

La construction des latrines a été accompagnée systématiquement d'une sensibilisation à l'hygiène et d'une formation au bon usage des latrines, en direction des enseignants, des comités de gestion et des élèves.

Au niveau des collèges, sept collèges ont été équipés dans les villages de la commune rurale de Dankassari, quatre dans le cadre d'un projet de l'État Nigérien et trois grâce à un financement de Rennes Métropole à l'AESCD : Nakigaza, Karki Malam, Kadandame, Goubey, Bawada Daji, Rouda Goumandey, Gofawa, Deux blocs de latrines supplémentaires ont été construits au collège de Bagagi, et trois blocs de trois latrines (un pour les enseignants, un pour les élèves filles et un pour les élèves garçons) dans les collèges de Doubalma à Soucoucutane, de Salga à Matankari et



Réception d'un bloc de trois latrines avec dispositif de lavage des mains

d'Issakitchi à Dogonkiria. Les financements ont été obtenus auprès de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, du Programme d'Appui aux projets des Organisations de Solidarité Internationale issues de l'Immigration et de Rennes Métropole.

Les difficultés liées à l'hygiène menstruelle et à la santé sexuelle

Les missions de sensibilisation sur la poursuite de scolarité des collégiennes menées par la déléguée SCOFI, comportant toujours un temps d'entretien spécifique avec les jeunes filles, ont fait ressortir le problème de l'hygiène menstruelle qui est cause d'absentéisme et parfois d'abandon scolaire.

Les jeunes filles sont seules et désemparées pour affronter leurs problèmes d'adolescentes car il y a un vrai déficit de communication entre les adultes et les filles notamment sur les sujets suivants :

- le manque d'hygiène menstruelle : les jeunes filles ayant leurs règles, pour éviter de tacher leurs habits de sang et se faire ridiculiser choisissent de s'abstenir d'aller aux cours ces jours-là (si les règles durent 4



Sensibilisation à l'utilisation des latrines

jours/mois ceci représente 32 jours d'absence non justifiée par an). Ce qui n'est pas sans conséquence sur leurs résultats scolaires et le respect du règlement intérieur de l'établissement et favorise ainsi les exclusions, les redoublements et les abandons scolaires.

- la santé sexuelle et la sexualité : ce sont des sujets tabous dans la culture haoussa, lorsque les filles ont des maladies telles que les dysménorrhées et les maladies sexuelles, elles ne le disent à personne. Une fois en classe les douleurs les empêchent de suivre les cours convenablement, elles reviennent à la maison et ont honte d'en parler. C'est ainsi que les infections sexuelles et urinaires se diffusent et se compliquent entraînant des mauvais résultats scolaires et même la stérilité.

- la contraception : les élèves ont honte d'aller dans les formations sanitaires dans un but de contraception car les rapports sexuels sont interdits par la religion et la tradition avant le mariage. Les temps ont changé, les élèves ont des rapports sexuels hors mariage, mais font l'objet de commérages quand elles demandent les contraceptifs. Ce qui a pour conséquences les grossesses précoces et non désirées. Les filles enceintes abandonnent l'école lors de la grossesse ou après l'accouchement, alors que les règlements actuels recommandent de ne pas les exclure.

- les mariages précoces : dès qu'une fille a ses premières menstruations les parents ignorants pensent qu'elle est assez grande pour le mariage et la retirent de l'école pour la donner en mariage. Ce qui a pour conséquences l'abandon de l'école, les fistules obstétricales, les décès maternels et infanto-juvéniles.

Une approche novatrice : la formation de mères éducatrices relais

Suite à ce constat, le RAEDD a proposé d'identifier et de former dans les collèges des mères éducatrices auxquelles les collégiennes puissent s'adresser. Cette nouvelle action, qui démarrera en septembre 2022, se déroulera dans un premier temps dans plusieurs collèges ruraux de la commune de Dogondoutchi, le nombre précis de collèges concernés étant déterminé selon les financements obtenus.

Quel sera le rôle des mères éducatrices relais ? Ces mères éducatrices, formées à ce nouveau rôle, discuteront avec les élèves sur la gestion de l'hygiène menstruelle, le mariage précoce, le danger des grossesses trop précoces pour leur santé, la différence entre puberté (apparition des règles) et maturité du corps pour faire des enfants, l'importance de la contraception.

De plus, des kits d'hygiène menstruelle seront distribués à chaque collégienne.

Toutes ces actions concourant à l'éducation et à l'épanouissement des jeunes filles devraient porter leurs fruits dans des délais assez rapides ; c'est le vœu de Tarbiyya Tatali qui observera attentivement les premiers résultats.

Akwai Magana ! On va en parler

« Akwai Magana ! On va en parler » est une collection de quatre courtes vidéos de trois à quatre minutes réalisées dans le cadre du projet Planification familiale dans le département de Dogondoutchi.

Planification familiale dans le département de Dogondoutchi

Ce projet commun à plusieurs associations au Niger et en France se développe depuis 2015. Le RAEDD et l'AESCD l'ont lancé dans la commune rurale de Dankassari avec le recrutement d'une animatrice, puis le RAIL (Réseau d'Appui aux Initiatives Locales) et le RAEDD se sont associés à Échanges Orsay Douthi et l'AECIN pour recruter une deuxième animatrice pour la commune de Dogondoutchi.

Le projet a pour but de sensibiliser à cinq thématiques principales sur l'importance de la maîtrise de la fécondité (espacement des naissances mais aussi maîtrise de la taille de la famille)

- l'importance d'une maternité sans risque : les moyens de contraception modernes et l'espacement des naissances permettent d'améliorer la santé de la mère et de l'enfant et le niveau de vie de la famille,
- le refus des mariages précoces avant 18 ans permet d'éviter des naissances à des mères trop jeunes, qui sont défavorables à leur santé et à celle de leurs enfants, il facilite la scolarisation des jeunes filles,
- l'importance de l'attention portée aux enfants en matière affective et nutritionnelle : mieux vaut ne pas en avoir trop et bien s'en occuper,
- l'avenir des enfants est mieux assuré si la famille n'est pas trop nombreuse, la famille idéale est une famille où les parents peuvent prendre en charge leurs enfants en matière de santé, éducation, alimentation etc ...
- l'autonomisation de la femme par un emploi ou la pratique des activités génératrices de revenus est plus facile si elle n'a pas trop d'enfants.



Une animation de planification familiale dans un village de Dankassari



Une scène du sketch « Ina so hutu / Je veux me reposer »

Mise en œuvre des activités pour la planification familiale

Les deux animatrices rencontrent chacune tous les mois plus de 300 personnes, femmes et hommes dans les différents villages de ces deux communes et identifient celles et ceux susceptibles de devenir des personnes relais. Des formations spécifiques ont eu lieu depuis 2017 et c'est plus de 200 femmes relais qui ont été formées dans les deux communes. La formation des hommes relais a également commencé avec un premier groupe de 24 hommes à Dankassari et doit se poursuivre en 2022. Enfin un complément de formation permettant de faire le bilan des activités des personnes relais dans leur village en planning familial est en cours. Il a concerné actuellement plus de 100 personnes à Dankassari et doit s'étendre à toutes les personnes formées en 2022.

Lors des bilans à l'issue des formations, la demande de supports matériels permettant d'améliorer la sensibilisation dans les villages a été formulée. Une première réponse a été donnée avec la création par l'AECIN et l'AESCD d'une boîte à images (27 pagivoltes illustrés en haoussa), validée par le RAEDD, puis réalisée afin de les remettre aux personnes relais à la fin de leur renforcement de formation.

Une deuxième demande portait sur la production de vidéos de sensibilisation. Un financement obtenu par l'AESCD auprès du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, complété par un apport de l'AECIN soutenue par la Région Bretagne ont permis de lancer le projet à la fin 2021.

La réalisation de quatre sketches filmés

Les liens tissés avec le réalisateur-producteur Bawa Kadadé à l'occasion du projet Muryar Mata et avec l'homme de théâtre Alichina Allakaye à l'occasion du forum de Bagagi (voir Magazine de Tarbiyya Tatali n° 14 et 15) ont permis de définir ensemble un projet original : quatre petits sketches filmés d'une longueur de trois à quatre minutes chacun, dans la langue haoussa parlée localement dans le département de



Sur le tournage du sketch « Adashe / Tontine »

Dogondoutchi. Les projets de scénario proposés par Bawa et Alichina et leur équipe ont fait l'objet d'allers-retours avec l'AESCD et l'AECIN.

Une réunion animée et joyeuse, tenue à Niamey à l'occasion de l'Assemblée Générale du RAEDD, a permis de valider les scénarios présentés par Bawa et Alichina en présence de représentants du RAEDD, du RAIL, de l'AECIN et de l'AESCD, du maire de Dankassari et d'une autre élue de la commune rurale, des animatrices de planning familial et de la responsable de la Scolarisation des Filles du département de Dogondoutchi. C'est lors de cette réunion que le titre « Akwai Magana ! On va en parler ! » a été décidé, et que l'espoir que la série puisse continuer au delà de ces quatre premiers épisodes a été formulé.

L'équipe théâtrale s'est alors mise au travail dans le village de Bagagi, avec une première étape de mise au point des sketches, de répétitions et de repérages supervisée par Alichina et Bawa. Il s'agit d'une petite troupe, composée d'une actrice de théâtre professionnelle, Sarina Alichina, et de plusieurs comédiennes et comédiens amateurs issus de Bagagi et dont certains avaient joué dans la Parade lors du forum de Bagagi.

L'équipe vidéo pour le tournage comprenait la réalisatrice Arice Siapi (cf. son Portrait dans ce Magazine), le producteur Bawa ainsi qu'un cadreur. Le tournage s'est déroulé à Bagagi, dans le cadre de concessions familiales de la localité, en quelques jours. Après le tournage est intervenue la phase de montage, de postproduction et de sous-titrage en français.

Finalement les quatre sketches filmés, après quelques allers-retours pour mettre au point les sous-titres et le générique ont été mis en ligne et rendus publics à l'occasion du 8 Mars, Journée Internationale des Droits des Femmes.

Sujets et contenus des quatre sketches filmés

ADASHE / TONTINE : La présidente de la tontine a organisé une réunion sur une natte devant chez elle, sous un arbre. Déla, une membre de la tontine est de nouveau enceinte, ses amies lui prodiguent des conseils : sans espacement des naissances, la santé de ses enfants et sa propre santé sont en danger. Parmi elles, Sarina, une femme-relais formée à la planification

familiale munie de pagivoltes. Déla et Sarina partent ensemble discuter avec le mari de Déla.

INA SO HUTU / JE VEUX ME REPOSER : Fati rend visite à son amie Binta pour qu'elle demande au mari de cette dernière, Maiguizo, de convaincre son mari Namaïwa d'espacer les naissances. Maiguizo et l'infirmière rendent visite à Namaïwa, le mari réticent. Celui-ci affirme vouloir une famille nombreuse, il a actuellement treize enfants et en voudrait au moins vingt. L'infirmière lui rappelle que le manque de suivi et des grossesses trop rapprochées ont déjà entraîné la mort de deux de ses épouses dans le passé. Il comprend et s'engage à consulter.

YAYA ZA MU YI ? / COMMENT ALLONS NOUS FAIRE ? : Sani, un père de famille est confronté dès le matin aux demandes de ses nombreux enfants et de ses épouses. Il s'emporte mais son voisin lui dit qu'il a tort. S'il a des problèmes à subvenir aux besoins de sa famille, c'est qu'il a trop d'enfants et qu'aucune de ses épouses ne travaille. Lui avec sa seule femme, qui travaille, et ses quatre enfants n'a aucun problème. Sani s'engage à reconsidérer l'organisation familiale et à encourager ses femmes à développer des activités génératrices de revenu.

BA DIYATA BA LAKKOL / PAS MES FILLES A L'ECOLE : Un père veut retirer sa fille de l'école et la marier précocement. Il est parti en exode travailler et quand il revient il se fâche avec son épouse car les préparatifs du mariage ne sont pas faits. Il se met aussi en colère après son ami resté au village qui, ayant pris conscience avec le triste exemple de sa fille mariée trop tôt, veut le convaincre. Lui-même est analphabète et ne comprend pas les SMS qu'il reçoit. Sa femme est fière d'être capable de les lui lire à la suite de ses cours d'alphabétisation. Il décide finalement que l'éducation a du bon et renonce à son projet de marier sa fille

La diffusion au Niger

Les petits films servent de base aux sessions de renforcement des personnes relais. Ils sont très appréciés pour leur humour et leur réalisme et illustrent les contenus théoriques de la formation. Ils ont été également projetés lors des journées sportives de Dogondoutchi. Ils vont aussi être montrés dans les collèges ruraux lors des missions de la responsable de la Scolarisation des Filles.



Générique du sketch « Ba diyata ba lakkol / Pas mes filles à l'école »

Existant en format léger, ils peuvent aussi circuler par l'intermédiaire des groupes WhatsApp, répandus au Niger. Un accord avec une télévision améliorerait leur diffusion.

La diffusion en France

Elle utilise les différents canaux dont nous disposons : lettre de diffusion, site web, page FaceBook, assemblées générales. Les retours sont très positifs : la qualité des acteurs et de la réalisation sont appréciées, le tournage en milieu réel permet de comprendre le cadre de vie des villages. Une participation de Tarbiyya Tatali avec un visionnage des films est enfin prévue lors d'un prochain webinaire du Réseau des Femmes Nigériennes.

Pour voir les quatre sketches :

<http://www.tarbiyya-tatali.org/?Sketches-filmes-Akwai-Magana-On-va-en-parler>

Et après ?

Le succès de cette première étape donne envie de réaliser de nouveaux sketches avec les mêmes équipes, par exemple sur les violences faites aux femmes et aux filles. « Akwai Magana ! On va en parler ! » Les sujets de débats ne manquent pas !

Le projet Planning familial dans le département de Dogondoutchi doit s'étendre à Matankari et Dogonkiria en 2022 dans le cadre du projet « Sécurité alimentaire dans le département de Dogondoutchi » soutenu par l'Agence Française du Développement et le gouvernement nigérien. Il faudra donc renforcer la mutualisation entre ses différents partenaires, là aussi la communication sera indispensable « Akwai Magana ! On va en parler ! »

Portrait

Arice Siapi, réalisatrice

Qui êtes-vous Arice Siapi ?

Camerounaise, je vis entre le Niger et le Burkina Faso. Mère de trois enfants âgés de 24 à 17 ans je suis célibataire. Juriste de formation, je suis passionnée par le cinéma depuis mon plus jeune âge, j'ai commencé par aller au cinéma, puis j'ai écrit des histoires et enfin je les ai réalisées. Tout au long de mon parcours, j'ai été formée à travers des ateliers et des résidences, en Afrique et en Europe.

Quelles sont vos principales réalisations ?

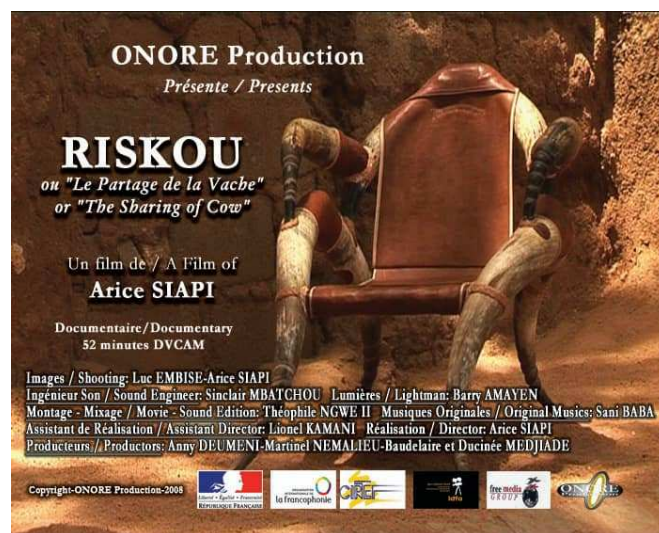
J'ai à mon actif la réalisation de quelques films d'auteurs en documentaires, « RISKOU ou le partage de la vache » en 2007 et en fictions, une série télévisée de 36 épisodes de 26 minutes « ATCHAABAA : les motos Taximans » qui raconte les déboires de l'exode rurale d'un orphelin, réalisée en 2013. Aussi plusieurs documentaires de commande sur des thématiques variées : la décentralisation, le genre, les déplacés internes et des captations d'atelier. Je travaille aussi comme productrice, pour certains de mes films et pour d'autres auteurs.

Je suis cofondatrice du programme 7 jours pour un film et à l'origine de sa féminisation.

Je suis également fondatrice du « Festival International de Films Mixtes » au Cameroun et de la Foire Sahélienne, cofondatrice du programme Ciné Biiga « Cinéma d'Enfants », de la journée de l'enfant réalisateur et du programme Paag'Art « L'art des femmes ». Je suis membre de l'« Association des Festivals de Films Africains » où je coordonne actuellement les festivals de la région Afrique Centrale.

La place prise par les femmes dans la vie culturelle est-elle suffisante ? Sinon, quels sont les secteurs culturels où elles sont particulièrement absentes et où elles pourraient s'exprimer ?

Je suis très impliquée dans l'art et la culture en général, et le cinéma en particulier car c'est le carrefour de tous les arts. La place de la femme n'y est malheureusement pas suffisante car elle mène un combat à armes inégales avec les hommes, comme dans



la plupart des autres secteurs d'ailleurs. Déjà, pour un même travail elle est moins payée. De plus, elle subit en général des pressions, du harcèlement, de la part du sexe opposé, soit elle se fait abuser et n'a plus que ses yeux pour pleurer, soit elle cède et barre le passage à une autre femme peut-être plus méritante. Cette situation a souvent pour effet de lui faire abandonner sa passion.

Les domaines artistiques sont nombreux : architecture, sculpture, dessin et peinture, musique, littérature, théâtre, danse et autres, cinéma, télévision et radio, bande dessinée, jeux vidéo ; sans oublier design, mode, coiffure, couture, décoration art culinaire et autres. Dans cette diversité artistique, la femme peine à trouver la place qu'elle mérite, c'est en général le sexe opposé qui tire les rênes, qui choisit, la mettant ainsi dans une position précaire et vulnérable. Créatrices et sensibles, les femmes ont pourtant la capacité et le potentiel pour se tailler une place en or dans toutes les filières artistiques. Le programme sur lequel je travaille actuellement a pour ambition, à défaut de mettre fin à ces inégalités, de les atténuer.



D'où vient votre lien avec le Niger ?

Ma rencontre avec Bawa Kadadé Riba, un Nigérien passionné de culture comme moi, m'a amenée à m'intéresser au Niger, ce pays qui, comme on le dit souvent, éclaire la France, en référence à l'exploitation de l'uranium nigérien par la France pour alimenter ses centrales nucléaires.

Parlez-vous les langues locales du Niger et lesquelles? Sinon est-ce que c'est une difficulté pour vous ?

Je ne parle pas de langues locales, mais je m'en sors très bien car j'ai toujours quelqu'un à mes côtés pour traduire mes échanges. Je connais néanmoins les formules de politesse.

Pouvez-vous nous parler du point de départ de Muryar Mata ?

Je suis cofondatrice du concept Muryar Mata avec Bawa. Nous voulions créer un mouvement culturel qui donne la parole aux femmes à travers les métiers de l'art. Nous avons opté pour la photographie car pour un début cela nous paraissait le moyen le plus accessible, et nous avions le sentiment que les femmes allaient pouvoir rapidement exercer cette activité de manière professionnelle. Nous restons disponibles pour les accompagner. Nous avons l'intention de continuer avec d'autres arts, mais nous étudions la formule qui nous donnera un meilleur impact que la photographie... Le cinéma peut être.

Quel a été votre rôle dans cette action, et quel enseignement en avez-vous pu retirer ?

Je me suis chargée de la supervision du projet, et j'ai formé également les jeunes femmes à plusieurs manières de rentabiliser la photographie. J'ai fait des démarches pour trouver des lieux d'exposition dans divers pays. Je déplore qu'avec les restrictions dues au Covid, l'exposition que nous avons faite n'ait pas eu le public escompté. J'espère qu'on trouvera le moyen d'exposer encore ces photos dans la région de Dosso pour qu'elles soient vues par le plus grand nombre de personnes.

J'ai pu constater qu'une erreur de casting peut jeter à l'eau le plus magnifique des projets. Il faut choisir les

bonnes lauréates, les personnes vraiment motivées, possédant une bonne compréhension des enjeux de société et intéressées par le rôle que peuvent jouer les femmes dans la société.

Quelle a été votre motivation pour réaliser la série de nos 4 sketches filmés « Akwai Magana ! On va en parler » ?

Découvrir ce terroir que je ne connaissais pas encore, et surtout rencontrer des gens. Travailler avec eux, faire de nouvelles expériences en espérant de tout cœur que l'œuvre qu'on allait réaliser allait pouvoir servir l'objectif fixé : la sensibilisation sans matraquage. Et surtout espérer que ces films allaient pouvoir être vus par le plus grand nombre.

Comment s'est passé le tournage de ces 4 films et quel enseignement en avez-vous pu retirer ?

Le tournage s'est passé sans embrouilles, nous avons trouvé sur place des comédiens formés et prêts à tourner. Donc les quatre films ont été tournés sans incidents majeurs.

Les scénarios de départ avaient légèrement changé et il n'y avait pas de dialogues écrits, ce qui crée un problème au montage, surtout si l'équipe ne parle pas la langue. Il faut au préalable que tout soit écrit et apporter les ajouts nécessaires dans les dialogues pour rendre les échanges aussi pertinents que puissants. Il y a eu ces légers manquements dans le projet des quatre films.

Que pensez-vous de ce mode de communication ?

Ce mode de communication est idéal, pour peu qu'on puisse en faire une large diffusion. Les gens ne lisent pas beaucoup et presque tous ont un téléphone portable : ils y passent du temps à longueur de journée pour regarder de courtes vidéos de style tik tok. C'est le canal de sensibilisation par excellence pour peu qu'on fidélise un public et qu'on les habitue à des comédiens bien précis qui captivent leur attention. En cette époque du numérique, il sera difficile de faire mieux.

Quel message souhaitez-vous transmettre à nos lecteurs et lectrices, et tout particulièrement aux femmes et jeunes filles du Niger ?

À l'intérieur des filières artistiques, il y a une constellation de plus de 100 métiers. On peut travailler dans les filières de l'art et de la culture sans pour autant être artiste. Les femmes devraient pouvoir se former dans l'un de ces métiers qui manquent cruellement de spécialistes en nombre suffisant en Afrique. Cette carence a des conséquences néfastes sur la qualité des œuvres, leur rentabilité et le bien-être des créateurs. Un adage dit que c'est en forgeant qu'on devient forgeron. Que les femmes et les filles aillent à l'attaque. Le chômage sera réduit et la qualité de vie des femmes améliorée.

*L'action Muryar Mata a fait l'objet d'un article dans le Magazine n°14, et est décrite sur le site web

<http://www.tarbiyya-tatali.org>

Comité de rédaction : Seiyabatou Elh Saidou, Chantal Blum, Marie-Françoise Roy

Ont collaboré à ce numéro : Alichina Allakaye, Bawa Kadade, Arice Siapi

Photos : Abdoul Aziz Soumaila, Bawa Kadade, Olivier Rault, Arice Siapi, Tarbiyya Tatali

Maquette et mise en page : Michel Coste

raedd@tarbiyya-tatali.org — aecin@tarbiyya-tatali.org

aescd@tarbiyya-tatali.org

Site web : www.tarbiyya-tatali.org

Retrouvez-nous sur



TARBIYYA TATALI